MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE TUNISIE ET DE LIBYE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE TUNIS

N° 10 – Semaine du 7 au 11 mars 2022

En bref

Tunisie :

- La BM prête à soutenir la Tunisie face aux conséquences de la guerre en Ukraine
- S&P mesure l'impact de la guerre en Ukraine sur le secteur bancaire tunisien
- L'IACE publie une note sur les impacts et mesures à prendre dans le contexte de la guerre en Ukraine
- La ministre de l'énergie veut encadrer la consommation de carburant face à la hausse du cours du pétrole
- 530 M TND d'engagements collectés pour la première tranche de l'emprunt national
- Chute de 18,3% du montant des investissements déclarés entre janvier 2021 et janvier 2022
- Sarra Rejeb est nommée Secrétaire Générale du gouvernement
- La BCT veut mettre en place un compte satellite pour l'économie culturelle et créative
- Lancement du projet Raïdat pour l'autonomisation économique des femmes à l'occasion de la journée des Droits des Femmes

LE CHIFFRE À RETENIR

595 M

Le montant des recettes publiques libyennes sur les deux premiers mois 2022 (en LYD)

Libye :

- Les exportations de pétrole menacées par la situation politique
- La NOC annonce la reprise des activités du champ d'Al-Sharara
- La BCL publie le bilan des recettes et dépenses des mois de janvier et février 2022
- Le ministre de l'économie et du commerce approuve 53 projets d'investissement répartis dans différentes régions du pays
- Le gouverneur de la BCL rencontre le FMI à Washington

Tunisie

- ## La BM prête à soutenir la Tunisie face aux conséquences de la guerre en Ukraine

La guerre entre la Russie et l'Ukraine aura des conséquences importantes en Tunisie. Le vice-président de la Banque Mondiale (BM) pour la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord), Ferid Belhaj, estime que **cette crise devrait perturber les chaînes d'approvisionnement des céréales et des oléagineux, augmenter les prix des aliments, et faire monter en flèche les coûts de la production agricole nationale**. En effet, plus de 70% des importations tunisiennes de blé tendre proviennent d'Ukraine et de Russie. L'Ukraine est également le principal fournisseur de maïs et d'orge du pays. Selon la Banque Mondiale, la guerre entre l'Ukraine et la Russie aura également **des répercussions sur le coût des intrants agricoles pour les céréales**, entraînant la diminution de leur utilisation et donc la baisse du rendement et des revenus, extrêmement préjudiciable à la subsistance des agriculteurs tunisiens. Le vice-président de la BM pour la région MENA estime que les opérations de soutien budgétaire de la Banque Mondiale pourraient s'avérer particulièrement efficaces pour palier à cette crise. A ce titre, l'institution a réaffirmé son soutien indéfectible à la région MENA et à la Tunisie avec **la promesse d'intensifier les aides techniques et analytiques** sur les questions de soutenabilité budgétaire, de réforme des subventions, de sécurité alimentaire, de suivi des échanges et de gestion du risque agricole. La Banque Mondiale a accordé plus de 1 Md USD à la Tunisie entre 2021 et 2022 sous forme d'assistance et de financement.

- ## S&P mesure l'impact de la guerre en Ukraine sur le secteur bancaire tunisien

Dans une note publiée le 7 mars, S&P Global Ratings examine les effets de la guerre en Ukraine sur les banques du Moyen-Orient et de l'Afrique. Selon l'agence de notation, **les banques tunisiennes notées ont une activité minimale en dehors du pays et leur exposition est donc limitée**. En revanche, c'est de manière plus indirecte que les banques tunisiennes pourraient être affectées, notamment en lien avec **l'augmentation de l'aversion au risque des investisseurs**. S&P estime que la Tunisie, aux côtés du Qatar et de la Turquie, ferait partie des pays les plus vulnérables. En Tunisie, cette aversion au risque est également aggravée par l'exposition croissante des banques tunisiennes à l'Etat et le **questionnement quant à la soutenabilité de la dette publique**, mais aussi par l'impact négatif de la **crise sur le tourisme** (avec une baisse des visiteurs russes et ukrainiens) puisque les recettes touristiques contribuent considérablement à l'économie et à l'exposition des banques.

- ## L'IACE publie une note sur les impacts et mesures à prendre dans le contexte de la guerre en Ukraine

L'institut Arabe des chefs d'entreprises (IACE) a publié le 9 mars une note alarmant le gouvernement tunisien des conséquences de la guerre en Ukraine sur l'économie tunisienne. Si les chiffres restent difficiles à quantifier, il est certain que **l'impact est imminent et qu'il aura des effets sur le moyen terme**. La hausse généralisée des prix, notamment des produits subventionnés, pèsera considérablement dans le budget de l'Etat, ce qui pourrait conduire à une dégradation économique et sociale majeure. L'IACE a exposé un arsenal de **mesures d'urgence** pour limiter les effets de la crise sur le pays. Parmi elles, l'institut suggère de **mettre en place une cellule de crise** pour identifier les alternatives aux sources d'approvisionnement, de **communiquer avec la population** sur la réalité de la situation et son impact, d'orienter les ressources hydriques agricoles vers les cultures céréalières, d'**augmenter la production de phosphate** pour relancer la production d'engrais, d'**accélérer les négociations avec le FMI**, de **renégocier le rééchelonnement de la dette**, etc.

En parallèle, le Président tunisien, Kaïs Saïed et le Secrétaire Général de l'UGTT, Noureddine Taboubi, se sont entretenus au téléphone le 9 mars au sujet de la situation générale en Tunisie et de ses répercussions négatives sur le climat social et le pouvoir d'achat. L'UGTT a annoncé qu'une rencontre aura prochainement lieu entre les deux personnalités.

- **La ministre de l'énergie veut encadrer la consommation de carburant face à la hausse du cours du pétrole**

Face à la montée fulgurante des cours du pétrole, avec un prix du baril à plus de 130 USD en début de mois, la ministre de l'industrie, de l'énergie et des mines, Neila Nouira Gongi, a déclaré le 9 mars qu'elle souhaitait rationaliser la consommation face à cette augmentation « effrayante ». A ce titre, un projet de circulaire est en cours d'établissement pour **la création d'une commission de contrôle des carburants et de l'énergie dans les administrations tunisiennes** qui sera chargée de veiller à la rationalisation de l'usage du carburant pour les voitures administratives.

- **530 M TND d'engagements collectés pour la première tranche de l'emprunt national**

Le ministère des finances avait publié le 18 février un arrêté précisant les modalités d'émission de la première tranche de l'emprunt national obligataire pour 2022. Cette première tranche, dont les opérations de souscriptions ont démarré le 3 mars, devait s'élever au minimum à 350 M TND (107,9 M EUR). Selon Maher Zouari, directeur général de la structure en charge de la tenue des registres des souscripteurs, **le total des engagements collectifs a atteint 530 M TND (163,7 M EUR) le 7 mars, soit 150% de la valeur cible de cet emprunt**. La Directrice générale de la gestion de la dette publique et de la coopération financière au sein du ministère des finances, Kaouther Babia, a déclaré que la stratégie de l'Etat était d'augmenter la part de dette intérieure pour éviter le risque de change : « plus nous collecterons de ressources sur le marché intérieur, plus nous limiterons le recours à l'emprunt extérieur ». La loi de finances 2022 a prévu une levée totale de 1,4 Md TND (431,6 M EUR) dans le cadre de cet emprunt national obligataire.

- **Chute de 18,3% du montant des investissements déclarés entre janvier 2021 et janvier 2022**

L'Agence de promotion de l'industrie et de l'innovation (APII) a publié son bulletin de conjoncture de l'industrie manufacturière pour la période de janvier 2021 à janvier 2022. **Au cours de cette période, les investissements déclarés dans l'industrie ont chuté de 18,3%**, passant de 151 M TND à 123,3 M TND (soit de 46,7 M EUR à 38 M EUR). Parmi les secteurs les plus en recul sur la période, **celui des matériaux de construction a enregistré une baisse de 80,9% du montant des investissements déclarés** (de 9,4 à 1,8 M TND), celui des industries mécaniques et électriques de 52,6% (de 50,6 à 24 M TND) et celui de l'agroalimentaire de 46% (de 43,3 à 23,4 M TND). En revanche, **le montant des investissements déclarés dans le secteur des industries du cuir et de la chaussure a augmenté de 14,9 M TND**. Par ailleurs, si le montant des investissements déclarés dans les industries totalement exportatrices a augmenté de 42,7%, passant de 40,5 M TND à 57,8 M TND, celui dans les industries ciblant le marché local enregistre une chute de 40,7% pour s'établir à 65,5 M TND en janvier 2022. **Le montant des investissements à participation étrangère recule lui aussi de 7,9%** (de 44,2 à 40,7 M TND). Enfin, concernant la répartition par région, le montant des investissements déclarés dans l'Ouest de la Tunisie s'est accru de 6,8 M TND. En revanche, celui dans l'Est du pays a reculé de 34,5 M TND sur la même période.

- **Sarra Rejeb est nommée Secrétaire Générale du gouvernement**

En vertu du décret présidentiel du 8 mars, Sarra Rejeb a été nommée Secrétaire Générale du

gouvernement, succédant à Oualid Dhahbi qui avait quitté son poste en juillet dernier. Ancienne secrétaire d'Etat et directrice générale des transports terrestres auprès du ministre des transports, elle a également occupé des postes de PDG auprès de la SNCFT (Société Nationale des Chemins de Fer Tunisiens), de Tunisair et de la TRANSTU (Sociétés des transports de Tunis).

- ## La BCT veut mettre en place un compte satellite pour l'économie culturelle et créative

A l'occasion du Forum « Ba'Der : Entreprendre dans l'économie créative », qui s'est déroulé le 4 mars en présence de la ministre des affaires culturelles, Hayet Guetat Guermazi, et du ministre de l'économie et de la planification, Samir Saied, le gouverneur de la Banque Centrale (BCT), Marouane El Abassi, a déclaré que **le secteur de l'économie culturelle et créative représentait un levier de croissance important pour l'économie tunisienne**. Le secteur ayant été durement mis à l'épreuve par les effets de la crise sanitaire, il est nécessaire de mettre en place des actions pour le relancer et le développer. A ce titre, le gouverneur de la BCT estime que **le secteur bancaire a un rôle à jouer, mais aussi beaucoup à gagner**, en aidant les porteurs de projets à trouver des financements adaptés aux spécificités du secteur. Le ministre de l'économie a d'ailleurs affirmé que le monde de la finance et celui de la culture pouvaient être complémentaires et se renforcer mutuellement. Il a ajouté que **la contribution de l'industrie culturelle et à l'économie nationale demeure assez limitée,** ne représentant que 1% du PIB, contre 3% au niveau mondial et 7,7% aux Etats-Unis. Le gouverneur de la BCT a donc proposé de lancer une réflexion avec les parties prenantes, dont l'autorité de tutelle et l'INS (Institut National de la Statistique) en vue de **mettre en place un compte satellite pour l'économie culturelle et créative**. Les études qui seront établies dans le cadre de ce projet permettront de mieux évaluer la rentabilité du secteur pour en informer les investisseurs privés.

- ## Lancement du projet Raïdat pour l'autonomisation économique des femmes à l'occasion de la journée des Droits des Femmes

A l'occasion de la journée des Droits des Femmes du 8 mars, le ministère de la Femme a lancé le programme « Raïdat », **un second programme d'appui et de promotion pour l'autonomisation économique des femmes**. Le premier programme, qui avait été élaboré en partenariat avec la BTS (Banque Tunisienne de Solidarité), aurait profité à près de 4 800 femmes qui ont pu bénéficier de microcrédits à hauteur de 10 000 TND à taux 0%. Ce second programme, d'une durée de 5 ans, en partenariat avec la BTS, la BNA (Banque Nationale Agricole) et la BFPME (Banque de financement des petites et moyennes entreprises), a pour objectif **l'octroi de crédits entre 10 000 et 300 000 TND pour le financement de 3 000 projets portés par des femmes** (soit 600 projets par an). Le programme offre également un appui technique et une plateforme lui sera consacrée dès le début du mois de mai. La ministre de la Femme, Amel Bekhadj Moussa, a souligné que « [c'est] l'indépendance financière et économique [qui] garantira une autonomisation au niveau de plusieurs aspects du quotidien de la femme ».

Libye

- ## Les exportations de pétrole menacées par la situation politique

Les troubles politiques et sécuritaires internes empêchent la Libye de profiter du contexte actuel de hausse du cours du pétrole et d'augmentation de la demande mondiale pour accélérer son rythme de production. Ainsi **les querelles politiques ravivent les risques de perturbation des sites de production**. Par exemple la perforation de pipelines de pétrole et de gaz sur le site de production de Syrte a entrainé la fermeture temporaire des puits de Zaltan Sud et Al-Laheeb et des pertes de 1 600 barils de pétrole brut.

- ## La NOC annonce la reprise des activités du champ d'Al-Sharara

La National Oil Corporation (NOC) a annoncé la reprise de la production du champ d'Al-Sharara et la levée de l'état de force majeure, suite à la réouverture des valves d'Al-Riyayna. Selon le président de la NOC Mustafa Sanalla, des milices dirigées par Mohammed Al-Basheer Al-Gurj sont à l'origine de cette fermeture. La fermeture des valves pompant le pétrole des champs d'Al-Sharara et d'El Feel a entraîné la perte de 330 000 b/j équivalent à une valeur de plus de 160 M LYD. Ainsi, **la réouverture d'Al-Riyayna devrait permettre à la production quotidienne Libyenne d'atteindre le niveau d'1,1 M b/j**.

- ## La BCL publie le bilan des recettes et dépenses des mois de janvier et février 2022

La Banque Centrale de Libye (BCL) a dévoilé dans un communiqué que **les recettes publiques s'élevaient à 595 M LYD pour les mois de janvier et février 2022**. Au total, l'institution évoque des recettes fiscales de 472 M LYD et des taxes douanières de 25 M LYD. **Les dépenses sur la même période s'élevaient à 3,5 Mds LYD**, dont 3,1 Md LYD de salaires publics, 55 M LYD de dépenses de gestion et 318 M LYD de subventions. En revanche, aucune dépense d'investissement n'a été évoquée dans la déclaration. Enfin, l'utilisation de devises au cours des mois de janvier et février 2022 a atteint 3,1 Md USD.

- ## Le ministre de l'économie et du commerce approuve 53 projets d'investissement répartis dans différentes régions du pays

Le ministre de l'économie et du commerce, M. Al-Hawij, a approuvé **53 projets d'investissement dans les secteurs de la construction, de l'agro-alimentaire et des énergies renouvelables**. Parmi eux, **24 sont localisés dans le Sud, 17 à l'Ouest, et 12 dans la région de l'Est.** Leur mise en œuvre sera coordonnée par l'Autorité générale pour la promotion des investissements et les affaires de privatisation, en collaboration avec les investisseurs des secteurs privés locaux et étrangers.

- ## Le gouverneur de la banque centrale de Libye (BCL) a rencontré le FMI à Washington

Un communiqué de la banque centrale a annoncé lundi 7 mars 2022, que **le président de la BCL S. Al-Kabir a rencontré le FMI à Washington afin de discuter des enjeux économiques actuels de la Libye et des projets de réforme.** Le communiqué indique que l'entrevue était axée sur trois questions principales, **i)** la feuille de route de l'unification de la banque centrale, **ii)** le maintien de la stabilité financière et monétaire et **iii)** la collaboration du FMI pour une consultation et un soutien technique.